

LE CAS CLIENT

DIRECTION FINANCIERE

RENOUVELLEMENT DE CONCESSION ET FINANCEMENT D'UNE RENOVATION

Une société d'économie mixte (SAEM) exploite un ouvrage public dans le cadre d'une Délégation de Service Public. Cette délégation venant à son terme et son renouvellement étant soumis à un appel au marché, la société doit préparer une offre pour répondre à la consultation lancée par la Ville, face à des candidats Grands Groupes privés. N'ayant pas les compétences en interne pour mettre en place un dossier compétitif, notamment en matière comptable et financière, elle fait appel à Valtus pour l'accompagner dans cette démarche.

CONTEXTE

- > Société d'économie mixte, CA : 20M€
- > Actionnariat : Ville de Paris, CDC

Les élus du Conseil de Paris souhaitent moderniser les infrastructures de cet ouvrage public, sans que la Ville ne participe au financement de la rénovation ni ne garantisse d'éventuels emprunts bancaires.

Les services de la Ville évaluent initialement les travaux à 60M€, le projet final de la SAEM atteint 125M€. La SAEM dispose de 10 M€ de trésorerie (ses fonds propres) et ses bénéficiaires sont faibles.

ENJEUX DE LA MISSION

- > Préparer un dossier convaincant sur le plan financier pour gagner l'appel d'offre
- > Obtenir et négocier le financement de la rénovation en plein milieu de la crise bancaire
- > Revoir l'organisation comptable pour répondre aux nouvelles obligations en matière de reporting

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE

- > Analyse de l'activité, benchmarking avec un opérateur US, revue complète du compte de résultat
- > Elaboration d'un plan d'affaires en ligne avec les nouvelles orientations stratégiques du management
- > Préparation d'un dossier type levée de financement/LBO pour les aspects financiers
- > Démarrage immédiat des discussions avec les banques pour obtenir un financement à 100% de PBB

RESULTATS ET BENEFICES CLIENTS

- > La SAEM a gagné l'appel d'offre, notamment en présentant une offre financée
- > La revue de la stratégie et du plan d'affaires ont permis de trouver les 50% de CA et les 10M€ de trésorerie d'exploitation supplémentaires nécessaires à convaincre la Ville de Paris et les banquiers
- > Le processus a mené à une réorganisation de la comptabilité et de la finance de la société.